

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le 08/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



BIOVAL

Zone d'activités de la Grande Bellavarde
73390 CHAMOUX SUR GELON

Références : 20220802-RAP-Insp_Bioval_incendie_GEORISQUES
Code AIOT : 0010700350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/08/2022 dans l'établissement BIOVAL implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 CHAMOUX SUR GELON. L'inspection a été annoncée le 01/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un incendie s'est déclaré le 1er août 2022 vers 11h40 dans un stock de déchets non dangereux d'environ 1600 m3 issus des déchets d'équipements d'ameublement. Nous en avons été informés par la préfecture avant midi.

La visite avait pour objet de recueillir des informations sur les circonstances et conséquences de l'incendie, la maîtrise de la situation et de vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en lien avec la prévention et la gestion des incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOVAL
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 CHAMOUX SUR GELON
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société BIOVAL, dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération)

anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 11 mai 2020, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m² et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Chronologie des événements :

Le 1er août :

- A 11h51, un départ de feu est détecté par un salarié Bioval sur un tas de 200 tonnes (1600 m³) de déchets de rembourrés de DEA (Déchets d'équipement et d'Ameublement)

- Les salariés Bioval appellent les pompiers (11h57) et tentent d'éteindre le feu , UDDS informée par la préfecture vers 12h30 et restera en lien avec l'exploitant et le SDIS pendant la durée de l'incendie.
- En quelques minutes, le départ de feu se transforme en brasier (chaleur et vent).
- La stratégie des pompiers consiste alors en un arrosage de la zone "usine de production" et de la zone « tri des lourds » pour éviter la propagation du feu (et sauvegarder les outils de production), tout en laissant se consumer les déchets en feu.
- La chaleur dégagée a mis le feu à un stock de balles de CSR (Combustibles solides de récupération) situé à proximité en limite de propriété (champ), partiellement détruit (100 t), feu rapidement maîtrisé (pas d'embrasement du stock de balles).
- Maintien de la surveillance du feu de déchets de rembourrés de DEA par les pompiers toute la nuit du 1er au 2 août.

Le 2 août :

- Extinction finale du feu résiduel de DEA en début de matinée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.5.7	/	Sans objet
2	Quantités de déchets stockés sur site, quantités brûlées	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Surveillance du site - détection de l'incendie	Autre du 17/09/2021	/	Sans objet
4	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 6.5.1 et 5.5.2	/	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.5	/	Sans objet
6	Evacuation des déchets résiduels et souillés lors de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 4.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les causes de l'incendie ne sont pas identifiées et ne sont pas identifiables selon l'exploitant (déchets de DEA entrants).

L'incendie a dégagé un important panache de fumées noires pendant quelques heures. Toutefois en

l'absence de vent et compte tenu de la violence du feu, l'ensemble des témoins (pompiers notamment, exploitant, riverains) ont signalé un panache de fumée vertical montant très haut au début de l'incendie. La levée d'un vent d'Ouest en début d'après-midi a permis une bonne dilution et dispersion des fumées, à l'opposé du village de Chamoux-sur-Gelon.

Les constats ont permis d'établir que le stock total de déchets était relativement (et historiquement) bas lors de l'incendie (5385 m3 pour 7500 m3 autorisés). Les travaux de réaménagement du site (porter à connaissance en cours d'instruction) ne sont pas encore finalisés et leur mise en oeuvre aurait permis de réduire l'ampleur de l'incendie (éloignement du stock de balles vertes de CSR touchés par effets dominos, réduction du stock de DEA). La ressource en eau a fait défaut : débits faibles du poteau incendie et accès au Gelon difficile en raison de la sécheresse. L'exploitant devra réexaminer cette question.

La détection par caméra thermique mise en place par l'exploitant n'a pas fonctionné de manière satisfaisante (alerte donnée 40 minutes après le début de l'incendie). L'exploitant devra améliorer le dispositif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, rapport d'accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un rapport d'accident est rédigé par l'exploitant, et transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, ainsi que les mesures prises ou prévues pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Constats : Demande n°1 : Transmettre sous 15 jours : <ul style="list-style-type: none"> - un rapport sur l'incendie précisant notamment les circonstances et les causes de l'accident, les effets sur l'environnement et les mesures prises ou prévues pour éviter un accident similaire. - transmettre à l'inspection la fiche de notification au BARPI jointe au présent rapport complétée. Le rapport d'accident précisera les opérations de nettoyage et de remise en état nécessaires ou effectuées, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> - quantités et devenir du stock de balles de CSR touché par effet domino de l'incendie - quantités et devenir des CSR utilisés pour éponger les eaux d'extinction - quantités et devenir des résidus de l'incendie des DEA - remise en état de l'abri de DEA (dalle, couverture) et du bungalow du pont bascule - vérification et nettoyage des réseaux d'eau et des débourbeurs/déshuileurs - nettoyages abords du site atteints par des envols de CSR (brûlés ou non)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Quantités de déchets stockés sur site, quantités brûlées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Quantités autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2716-1 de la nomenclature des installations classées, régime A : Installation de tri, transit

et regroupement de déchets non dangereux, non inertes.

Volumes maximaux susceptibles d'être stockés sur le site :

- DND entrants : 3000 m³ dans l'arrêté préfectoral du 11/05/2020, 1750 m³ dans le porter à connaissance (dossier C2004-457 22/10/2021 indice B)
- CSR : 1000 m³ dans l'arrêté préfectoral du 11/05/2020, 4300 m³ dans le porter à connaissance (dossier C2004-457 22/10/2021 indice B)
- Déchets "lourds" : 2000 m³ dans l'arrêté préfectoral du 11/05/2020, 260 m³ dans le porter à connaissance (dossier C2004-457 22/10/2021 indice B)
- Fines : 500 m³ dans l'arrêté préfectoral du 11/05/2020, 280 m³ dans le porter à connaissance (dossier C2004-457 22/10/2021 indice B)

Rubrique 2714-1 de la nomenclature des installations classées, régime A : Stockage de déchets issus du tri ["Classe 2" (Ultimes) et "FBM" (fer broyé en mélange, ex-"fer+DIB")]

Volumes maximaux susceptibles d'être stockés sur le site : 1000 m³ dans l'arrêté préfectoral du 11/05/2020, 910 m³ dans le porter à connaissance (dossier C2004-457 22/10/2021 indice B)

Par ailleurs, l'exploitant avait été mis en demeure (APMD du 13/10/2021 – article 1er – point 2) d'évacuer l'excédent de CSR stocké sur le site, jusqu'à l'atteinte du volume maximal défini par le dossier de porter de connaissance soit 4300 m³ avant le 18/03/22, suite au constat lors d'une inspection du 9 septembre 2021 de dépassement des quantités stockées (8400 m³ de CSR).

Constats :

Stocks au 1er août 2022 avant l'incendie :

- DND : 2700 m³
- CSR : 2440 m³ (dont 1890 m³ en balles « vertes »)
- Lourds : 80 m³
- Fines : 45 m³
- Déchets triés : 120 m³

Les quantités totales présentes sur site s'élevaient à 5385 m³ pour une limite à 7500 m³ (arrêté préfectoral du 11 mai 2020 et porter à connaissance).

Stocks au 2 août 2022 après l'incendie :

- DND : 1100 m³
- CSR : 2230 m³ (dont 1680 m³ en balles « vertes », zone de stockage située à 13 m atteinte par effet domino de l'incendie des DEA)
- Lourds : 70 m³ (stockage situé à environ 10 m, atteint par effet domino)
- Fines : 45 m³
- Déchets triés : 60 m³ (stockage situé à environ 10 m, atteint par effet domino)

Les quantités totales présentes sur site s'élevaient à 5385 m³ pour une limite à 7500 m³ (arrêté préfectoral du 11 mai 2020 et porter à connaissance).

Les quantités en place avant l'incendie respectent les quantités autorisées ou prévues dans le porter à connaissance en cours d'instruction, à l'exception des quantités de DND, avec un dépassement de 1000 m³ des quantités prévues dans le porter à connaissance.

Précisément, en ce qui concerne le stockage de DEA qui a brûlé le 1er août 2022, le porter à connaissance prévoit une quantité de 720 m³. 1600 m³ ont brûlé dans l'incendie. Les quantités dépassaient les quantités prévues dans le porter à connaissance.

L'arrêté préfectoral du 11 mai 2020 ne fait pas la distinction entre les différentes catégories de déchets entrants (3000 m³ tout DND confondus).

Par ailleurs, si les quantités de CSR stockés en balles ont fortement diminuées (grâce notamment à l'évacuation complète du stock d'anciennes balles noires), l'inspection constate que les zones de stockage des CSR en balles vertes ne sont pas les zones prévues par le dossier de porter à connaissance de fin 2021. Les balles vertes de CSR stockées à environ 13 mètres de la zone de stockage des DEA ont été concernées par un effet domino (210 m³ soit environ 100 tonnes ont brûlées).

<p>En synthèse :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quantités totales autorisées sur site respectées - quantités de DEA supérieures aux quantités prévues par le porter à connaissance (1600 m³ pour 720 m³) - propagation des effets de l'incendie par effet domino aux balles de CSR stockées à proximité et non prévue par le porter à connaissance <p>Demande n°2 :</p> <p>L'exploitant fera part de son plan d'actions et de l'échéancier prévu pour mettre en œuvre les modifications prévues dans son dossier de porter à connaissance du 22 octobre 2021 : déplacement des balles de CSR vertes dans la zone prévue à cet effet, limitation des quantités de DEA stockées à 720 m³.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance du site - détection de l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 17/09/2021
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance et détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Contrôle des suites données au constat n°5 établi à l'issue de la visite d'inspection du 9 septembre 2021 repris ci-après :</p> <p>"Dans le rapport d'accident de l'incendie du 18/08/2020, l'exploitant avait indiqué vouloir mettre en place d'un plan de vigilance accrue en période de sécheresse (renforcement de la surveillance du site, par gardiennage le cas échéant). Ce point avait été évoqué lors de la visite du 15/10/2020. Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que ce plan n'a pas été établi.</p> <p>Nous avons compris que l'exploitant se dirige finalement vers des moyens techniques : il a prévu de mettre en place à court terme (15 jours) un nouveau dispositif de surveillance, permettant une détection précoce des échauffements.</p> <p>Ce dispositif fonctionnera a priori toute l'année, et pas seulement pendant les périodes de sécheresse. Il sécurisera notamment les périodes du samedi soir et du dimanche, pendant lesquelles il n'y a pas de personnel sur le site (le personnel est présent "H24" du lundi 0h00 au samedi 18h). Le projet de gardiennage, difficile à mettre en place sur le site, est abandonné. "</p> <p>L'inspecteur a contrôlé la mise en œuvre du dispositif annoncé.</p>
<p>Constats : Un dispositif de détection d'élévation de température a été mis en place. Selon les déclarations de l'exploitant, ce dispositif balaye le site toutes les 2 minutes. L'incendie du 1er août a été détecté par le personnel du site bien avant l'alerte par la société de surveillance.</p> <p>L'exploitant indique que la société en charge de la surveillance (basée à Amsterdam) n'a donné l'alerte que 40 minutes après le départ du feu et indique engager des démarches pour obtenir toutes les explications sur ce délai.</p> <p>Demande n°3 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'examiner les causes du dysfonctionnement de l'alerte (hauteur du tas de DEA trop important ?, inefficacité due à l'unicité de la caméra ? problème de détection ou de transmission de l'alerte ?...) et les moyens d'y remédier (modification du report d'alarme vers des personnels du site ? Positionnement de la caméra ? Doublage du dispositif ? ...).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 6.5.1 et 5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6.5.1. Moyens de lutte contre l'incendie L'établissement dispose de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : [...] • 2 RIA (robinet d'incendie armé) [...] Leurs emplacements sont signalés et ils restent accessibles facilement en toute circonstance. Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués par un poteau incendie capable de délivrer un débit de 60 m³/heure pendant deux heures. En complément de cet hydrant, une plate-forme d'aspiration, réceptionnée par le SDIS, et accessible en toutes périodes de l'année aux engins de secours, est aménagée au bord du Gelon. L'établissement doit ainsi disposer, en cas de sinistre, d'un débit de 120m³/h pendant 2h. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température, et notamment en période de gel. La totalité des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie en place est conforme aux normes en vigueur.</p> <p>Article 6.5.2. Maintenance et vérification périodique des équipements L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Constats : Les dispositifs prescrits ou prévus par le porter à connaissance du 20/10/2021 sont en place et ont été mis en œuvre lors de l'incendie : - 2 RIA - une cuve de 15 m³ d'eau - un poteau incendie - un point de prélèvement dans le Gelon</p> <p>Toutefois, l'inspection relève : - que le point d'aspiration dans le Gelon n'est pas réellement aménagé (pas de plate-forme d'aspiration au bord du Gelon), seul un panneau indique « Point d'eau incendie », - que la situation de sécheresse a rendu long et difficile l'accès aux eaux Gelon : un barrage de fortune a dû être mis en place avec des bottes de foin (avec maintien d'un écoulement résiduel) - que hormis le contexte de sécheresse, l'accès au Gelon n'est pas aisé : nécessité de tirer 600 mètres de tuyaux, - que le dernier contrôle du débit du poteau incendie de juillet 2022 effectué pour le syndicat des eaux de Chamoux-sur-Gelon a mis en évidence un débit de 52 m³/h sous un bar ce qui est inférieur à la valeur prescrite, - que les besoins en eaux d'extinctions semblent supérieurs aux ressources disponibles.</p> <p>Demande n°4 : L'exploitant fera part dans le rapport d'accident (demande n°1) : - de son analyse quant aux besoins en eau pour l'extinction d'un incendie et le cas échéant l'arrosage des déchets voisins - d'une estimation des quantités d'eau mises en œuvre les 1er et 2 août derniers - d'un plan d'action pour améliorer l'accès (en rapidité, en quantité) à la ressource en eau.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, confinement et gestion des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.2.5. Isolement avec les milieux L'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur est assuré par trois vannes guillotines positionnées en sortie de chaque dispositif débourbeur/déshuileur. Ces dispositifs sont facilement accessibles et manœuvrables en toute circonstance. Leur emplacement est clairement identifié par des signalisations adéquates. L'exploitant s'assure de leur bon fonctionnement permanent par des essais et un entretien régulier.
Constats : Rétention des eaux d'extinction d'incendie : <ul style="list-style-type: none">• La zone impactée par l'incendie est bétonnée et équipée d'un réseau de collecte.• Absence de réel bassin de rétention mais un dispositif d'isolement des eaux potentiellement polluées (3 vannes en sortie des dispositifs débourbeur/déshuileur) permet de retenir les eaux potentiellement (un porter à connaissance pour mettre en place une rétention des eaux potentiellement polluées est en instruction),• Les vannes d'isolement ont été fermées dès le début de l'incendie (à 12h15) et le sont toujours au moment de la visite du 2 août,• Le feu n'a pas été arrosé directement de façon abondante ; seules les installations à protéger ont été arrosées,• Le site était "sec" le lundi soir (évaporation, faible quantité)• Constat de quelques "flaques" lors de la visite d'inspection, liées à l'extinction finale du matin par les pompiers, confinement des flaques par des CSR disposés en merlons,• Utilisation des CSR pour confiner et éponger l'eau d'arrosage du matin. L'eau va s'évaporer et l'exploitant indique que les CSR vont être remélanger avec les autres CSR au fil des semaines. Demande n°5: <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant procédera à la vérification et au nettoyage du réseau d'eau impacté et des débourbeur/deshuileur (transmission des justificatifs dans le rapport d'accident)• L'exploitant évacuera ces eaux en tant que déchets dans des installations conformes à la réglementation en cas de non respect des limites fixées à l'article 3-4-4 de l'arrêté préfectoral (transmission des justificatifs dans le rapport d'accident)• L'exploitant informera l'inspection de l'échéancier de mise en œuvre du bassin de rétention
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Evacuation des déchets résiduels et souillés lors de l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2020, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Justification de la nature et des quantités de déchets produits et de la conformité de leur traitement.
Constats : Lors de la visite, les déchets incendiés étaient regroupés à proximité de l'abri de stockage. Des CSR avait été utilisés pour créer un dispositif de confinement et absorber les eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué que les CSR utilisés pour absorber les eaux d'extinction seraient mélangés aux autres CSR après séchage. Demande n°6 : Concernant les déchets incendiés, l'exploitant justifiera de leur évacuation dans les filières autorisées. Concernant les CSR utilisés pour absorber les eaux d'extinction et d'arrosage, l'exploitant confirmera qu'ils restent conformes pour être évacués en tant que CSR. Ces éléments seront intégrés au rapport d'accident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet